

*"Qu'aurons-nous à gagner à détruire l'Aristocratie des nobles,  
si elle est remplacée par l'Aristocratie des riches ?"*

*Jean-Paul Marat*

La propagande de l'Etat Français aura saisi l'occasion de la commémoration du Bicentenaire pour nous présenter au mépris de la réalité son système politique et social comme garant de notre liberté. Le désastre est manifeste !

Fêter 1789 aujourd'hui signifierait vivre toutes les promesses que contenait cette époque.

Saint-Just y affirmait déjà : "*Le bonheur est une idée neuve en Europe*".

Parmi les bienfaits de la Révolution que nous voulons saluer ici figure l'insurrection qui destitua tous les Pouvoirs le 10 août 1792. Le gouvernement passa donc aux mains de ceux qui surent s'en séparer, les Sociétés Populaires et les Municipalités.

L'élan populaire conspirait contre un état de choses qui ne convenait pas, le désorganisait afin de mettre en place quelque chose qui valait mieux :

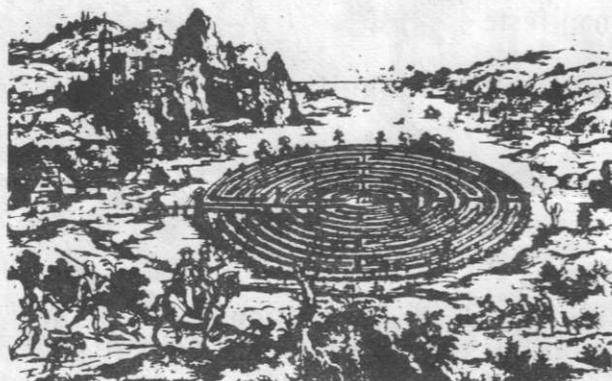
- la prise de parole par le peuple
- son expression libre au travers de l'imprimerie et des journaux.
- L'affirmation de l'individu devenant acteur de sa propre histoire.
- La tentative pratique de la Démocratie directe, condition nécessaire à l'émancipation collective.

*"Aboutir à l'indépendance de l'individu raisonnable, à l'hostilité à l'égard de toute autorité, à la souveraineté du peuple conçue comme un droit permanent à l'insurrection".*

Mais *"Les nouveaux affranchis de l'esclavage pouvaient-ils s'attendre, en mutilant les vieilles lois, que la tyrannie allait se reproduire, créée de leurs propres mains ?"* J. Varlet (Déclaration solennelle des droits de l'homme dans l'Etat social, début 1793).

L'ironie de l'Histoire fit que cette conception plébéienne des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée à celle-là même, l'égalité bourgeoise, et pour faire passer dans la Production l'exploitation au lieu de la Fraternité.

*"Le despotisme a passé du palais des rois dans l'enceinte d'un comité. Ce n'est ni le manteau royal, ni le sceptre, ni la couronne qui fait les rois, mais bien l'ambition de la tyrannie. Elle n'a, dans ma patrie, que changé de costume. Nation légère et versatile ! Jusqu'à quand les noms te tiendront-ils lieu des choses ?"* J. Varlet in "L'Explosion" 10 vendémiaire an III.



Souvenons-nous que dès la prise de la Bastille, la plèbe dut faire tout le travail pour la Bourgeoisie. Et c'est entre le peuple, le pouvoir, que la guerre fut continuée. Rien d'utile ne partit de l'assemblée.

Elle a cru pouvoir se prévaloir de la volonté générale alors que les citoyens n'ont pas le droit d'exprimer leurs volontés particulières.

Nous affirmons nous qu'aucun homme ne peut ni ne doit être représenté là où il ne peut être en personne.

*"Ne cherchons pas à contre-balancer les puissances opprimantes entre elles. Tout contrepoids qui n'est pas le peuple lui-même est faux. L'individu souverain doit constamment présider le corps social. Il ne veut point qu'on le représente."* J. Varlet.

Il importait aux nouveaux maîtres de la Société de consolider par tous les moyens le pouvoir des propriétaires et des marchands et d'élever au rang de représentants permanents des hommes dévoués à leur cause, payés pour la défendre.

Ceux qui sont devenus tout dans l'ordre politique ont exploité hommes et choses jusqu'à conduire ce monde au bord de l'abîme. Entre leurs mains la science devenue déraisonnable est une cause de malheur, le fameux "progrès" se manifeste désormais par l'empoisonnement croissant des conditions élémentaires de la vie (air, eau ...) et condamne l'avenir ; ces effets lents et continus courbant peu à peu sous le joug la tête des peuples et leur faisant perdre à la longue et la force et l'envie de le secouer.

Sous le règne du Mitterrandisme, jamais on ne s'est opposé aussi cyniquement à ce que des citoyens fissent parvenir la vérité auprès de ceux qui gouvernent ; jamais l'administration soupçonneuse ne prit des moyens moins ménagés pour intercepter la communication des idées ; jamais un gouvernement soi-disant de gauche poussa les précautions jusqu'à fermer décidément la bouche aux réclamations ; et jamais presse et médias ne mentirent aussi servilement.

Si c'est là comme on agit dans un pays qu'on dit libre, nous ne voyons pas en quoi nous pourrions être utiles à nos concitoyens. Car là où il n'y a plus de droits, il n'y a plus de devoirs.

A quel titre, politiciens de tout poil, voudriez-vous que devenus étrangers au Bicentenaire, nous contribuions encore avec vous à en acquitter les charges et l'adoration obligée ?

*"Quand le gouvernement viole les Droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs" (Art 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1793).*

**Ci-devant des citoyens du Monde,**

Toulouse, ce 21 Juillet 1989.

Imprimerie Spéciale